



▶ ALAN HOLLINGHURST, plongée dans la société britannique
▶ JEAN-FRANÇOIS BRAUNSTEIN et les philosophes Folamour
▶ MARY BEARD, les femmes et le pouvoir
▶ Amazon et les libraires

Loi de bioéthique : le dossier à hauts risques de Macron

▶ L'exécutif redoute que le débat sur l'ouverture de la procréation médicalement assistée (PMA) à toutes les femmes soit aussi agité que celui du mariage gay

▶ L'Élysée espère conforter l'aile gauche de la majorité; la droite et l'extrême droite y voient le moyen de mobiliser contre « la marchandisation des corps »

▶ Agnès Buzyn, la ministre de la santé, portera ce débat sensible au Parlement et souhaite qu'il ne soit pas « hystérisé »

PAGES 10-11 ET DÉBATS PAGES 20-21

ÉDITORIAL

LA NÉCESSAIRE RÉVISION DE LA LOI

PAGE 23

Guerre d'Algérie Des Maurice Audin par milliers

LA RECONNAISSANCE, le 13 septembre, de la responsabilité de l'État dans l'assassinat de Maurice Audin en Algérie et la promesse d'ouvrir les archives ont suscité un grand espoir parmi les victimes de l'histoire coloniale.

Le collectif des parties civiles pour le Rwanda espère qu'Emmanuel Macron reconnaîtra le rôle de la France auprès des génocidaires; la veuve du juge Borrel, tué à Djibouti, réclame justice, tout comme les descendants des tirailleurs exécutés dans le camp de Thiaroye, au Sénégal, en 1944. Les familles des milliers d'Algériens disparus souhaitent elles aussi que lumière soit faite.

PAGE 6

Planète

L'inquiétante disparition des zones humides

PAGE 8



Tiger Woods à l'entraînement, le 26 septembre.
ERIC FEFERBERG/AFP

DU BUSINESS SUR LE GREEN

▶ Près de 300 000 personnes sont attendues, à partir de vendredi, pour la Ryder Cup, dans les Yvelines

▶ Le golf et le monde des affaires ont toujours fait bon ménage, même si les patrons évitent de l'avouer

CAHIER ÉCO - PAGE 2

Société

A Beaune, le racisme en silence

Dans cette ville de Bourgogne, un soir de juillet, un fait divers, des coups de feu et des insultes ont révélé un malaise latent et l'existence de deux mondes séparés

PAGE 9

Syrie

A Deraa, le retour du régime policier

Dans le berceau de l'insurrection, les habitants vivent de nouveau sous la férule des services de sécurité

PAGE 2

Education

Comment revoir le système d'évaluation dans l'enseignement

PAGE 14

Royaume-Uni

Corbyn affirme vouloir tourner la page de l'austérité

CAHIER ÉCO - PAGE 3

Automobile

« Dr Z. », le patron de Daimler depuis treize ans, passe la main

CAHIER ÉCO - PAGE 5

Histoire

La plume inconnue de la V^e République

Jérôme Solal-Céligny a été l'un des rédacteurs de la Constitution. Les archives qu'il a laissées racontent comment ce texte fut écrit en un temps record

PAGE 15

Entretien

Philippe Jordan tire le bilan de dix ans à la tête de l'Opéra de Paris

Le chef d'orchestre suisse doit quitter en 2020 l'institution lyrique. Il décrit la philosophie qui l'a animé pendant ce long bail

PAGE 16

LE REGARD DE PLANTU



Chloé

TESS
en cuir de veau lisse et velours sepia

50, avenue MONTAIGNE, Paris 8^e
253, rue SAINT-HONORÉ, Paris 1^{er}
CHLOE.COM



INTERNATIONAL | CHRONIQUE

PAR ALAIN FRACHON

Trump et les Palestiniens

Convaincu de la supériorité intrinsèque de l'homme d'affaires sur les professionnels de la politique, Donald Trump cherche la martingale gagnante au Proche-Orient : le « *marché du siècle* », le plus dur à conclure, dit-il, c'est la question israélo-palestinienne. Une demi-douzaine de présidents américains ont baissé les bras. Lui jure qu'il peut l'emporter. A condition que l'on accepte de changer les termes du débat.

A la tribune de l'ONU, le 25 septembre, à New York, il a consacré deux lignes, sibyllines, au conflit israélo-palestinien. Trump entend sortir des « *vieux dogmes* » ; il appelle à fuir les « *soi-disant experts et leurs idéologies discréditées* » ; au lieu de l'ignorer, il va prendre en compte « *la réalité sur le terrain* ». On attend la suite. Rien, pas un mot d'explication. Et le fameux « *plan* » concocté par son gendre, Jared Kushner, reste un mystère. Essayons de décrypter.

Un aspect au moins de la « politique » proche-orientale trumpiste est connu : son hostilité résolue aux Palestiniens. Trump a le mérite de la franchise. Les aspirations nationales des Palestiniens lui paraissent farfelues. Il faut qu'ils en rabaisent.

Premier signal, en septembre 2017 : la nomination de David Friedman comme ambassadeur des Etats-Unis en Israël – un avocat, spécialiste des faillites, partisan et soutien actif de la colonisation israélienne en territoire palestinien. Deuxième signal, en décembre, avec la décision de transférer l'ambassade américaine de Tel-Aviv à Jérusalem. Elle sera suivie, cette année, de la suppression de la contribution financière des Etats-Unis à l'agence de l'ONU chargée des réfugiés palestiniens, l'UNRWA.

On peut reprocher beaucoup de choses à l'UNRWA, notamment d'accepter que le statut de réfugié soit systématiquement transmis d'une génération à l'autre. Mais l'organisation scolarise et soigne une bonne partie de la population palestinienne. Trump a aussi ordonné que l'aide américaine directe aux Palestiniens soit arrêtée net – notamment 25 millions de dollars destinés au traitement du cancer dans les hôpitaux de la partie arabe de Jérusalem. A quoi il faut ajouter la fermeture, ce mois-ci, du bureau de l'OLP à Washington – l'Organisation de libération de la Palestine est la branche la plus ancienne du mouvement national palestinien.

Aaron David Miller, spécialiste de la région et ancien négociateur américain au Proche-Orient, dit qu'il n'a jamais connu une administration « *aussi hostile aux Palestiniens* ». Motif avancé à Washington : depuis le déplacement de l'ambassade américaine à Jérusalem, les Palestiniens se refuseraient à négocier. Le président de l'Autorité palestinienne en Cisjordanie, Mahmoud Abbas, ne ferait rien qui puisse favoriser un dialogue constructif avec Israël.

Mais la poursuite continue, et accélérée, des implantations israéliennes en territoire palestinien ne pose pas – plus – de problème à Washington : c'est « *la*

TRUMP A LE MÉRITE DE LA FRANCHISE. LES ASPIRATIONS NATIONALES DES PALESTINIENS LUI PARAISSENT FARFELUES

réalité sur le terrain » – on ne la changera pas. Thomas Friedman, du *New York Times*, relève que les Etats-Unis, en échange du transfert de leur ambassade à Jérusalem, auraient pu exiger l'arrêt de la colonisation. Ils ne l'ont pas fait. Parce que Trump, dit Friedman, « *est le premier président américain dont la stratégie n'est pas seulement pro-israélienne, mais recouvre celle des colons de la droite israélienne* ». Au nom de « *la réalité sur le terrain* » ?

Comme Benyamin Nétanyahou, le premier ministre israélien, Trump vante une approche « *réaliste* » de la situation. Rien n'a marché depuis les accords d'Oslo il y a vingt-cinq ans. Sans cesse reprises puis interrompues, les négociations sur la création d'un Etat palestinien aux côtés d'Israël n'ont abouti à rien. Il faut chercher autre chose. Comprendre : la solution dite des « *deux Etats* » – rendue impossible par l'éten due des implantations – ne fait plus partie de la doxa officielle des Etats-Unis. Le « *plan* » Kushner reprendrait une vieille idée de la droite israélienne : la clé est à Amman. Il faut créer une confédération jordano-palestinienne, associant la Jordanie à la partie de la Cisjordanie qui est sous le contrôle de l'Autorité palestinienne (40 % de ce territoire, le reste serait annexé par Israël). Gaza, l'autre territoire palestinien, vivrait en entité autonome sous la tutelle de l'Egypte.

Economie contre politique

L'idée centrale de l'équipe Trump, à la joie de la droite israélienne, est d'abandonner les fondements traditionnels de la politique de Washington sur la question, disent deux anciens négociateurs américains au Proche-Orient, Aaron David Miller et Robert Malley. La pression sur les Palestiniens – expliquent-ils à la revue américaine *Defense One* – a pour objet de les forcer à accepter de nouveaux paramètres : « *Les Palestiniens n'ont pas nécessairement droit à un Etat propre, ou plutôt la revendication nationale palestinienne ne doit pas inévitablement déboucher sur un Etat* ». D'où l'idée de la confédération.

La notion même de droits légitimes au titre du statut de réfugié palestinien est revue à la baisse. D'où l'UNRWA. La revendication palestinienne sur Jérusalem est moins légitime que celle d'Israël. D'où le déplacement de l'ambassade. Les implantations israéliennes en Cisjordanie vont rester : Washington ne les considère plus comme un « *obstacle à la paix* ». En contrepartie, les Palestiniens, à Gaza comme dans la confédération, disposeraient d'une aide économique géante.

Tels seraient les termes du deal trumpiste : normalisation et amélioration de la vie quotidienne des Palestiniens contre la dilution de leur revendication étatique. L'économie contre le politique. Cela peut marcher dans le New Jersey. En Terre sainte, cette transaction, disent Malley et Miller, sous-estime totalement la force de la revendication nationale dans la population palestinienne. ■

LA SOLUTION DITE DES « DEUX ETATS » NE FAIT PLUS PARTIE DE LA DOXA OFFICIELLE DES ETATS-UNIS

BIOÉTHIQUE : LA NÉCESSAIRE RÉVISION DE LA LOI

ÉDITORIAL III

Dès la première loi relative à la bioéthique, promulguée en 1994, le législateur avait prévu l'impérative nécessité d'une révision périodique. Elle a eu lieu en 2004, puis en 2011. Un nouveau projet de loi devrait être présenté par le gouvernement avant la fin de 2018 et examiné par l'Assemblée nationale au cours du premier trimestre de 2019.

Cette révision périodique peut donner l'impression que, à l'instar de la lutte contre le dopage, l'éthique des sciences de la vie a toujours un train de retard sur des pratiques non ou mal encadrées. Elle est pourtant salutaire, car les conceptions sociétales évoluent et il importe autant d'encadrer les recherches et l'accès à des techniques que de ne pas bloquer l'innovation scientifique et sa diffusion.

En ce sens, l'avis que le Comité consultatif national d'éthique (CCNE) a rendu, mardi 25 septembre, accomplit l'un et l'autre. Après avoir organisé des états généraux de la bioéthique dans toute la France au premier semestre de 2018, les 40 membres du CCNE ont abouti à la rédaction d'un document qui reflète les positions majoritaires, mais pas toujours consensuelles, en son sein.

Les grandes questions qui reviennent régulièrement sur le devant de la scène tiennent bien sûr une part importante du texte. C'est le cas de l'encadrement de la procréation médicalement assistée (PMA), que le comité appelle à faire évoluer. Comme il l'avait fait en juin 2017, il se prononce en faveur de l'accès des couples de femmes et des femmes seules à la PMA, réservée pour l'instant aux couples hétérosexuels en cas d'infertilité pathologique.

Evolution encore en proposant, « *sans l'encourager* », l'autoconservation des ovocytes, en souhaitant que soit rendue possible la levée de l'anonymat des futurs donneurs de sperme, et en libéralisant les recherches sur les cellules souches, avec un statut juridique différent de celui encadrant les recherches sur l'embryon, jugées, elles aussi, nécessaires. Mais le CCNE ne varie pas sur le maintien de l'interdiction de la grossesse pour autrui (GPA) et le rejet d'une nouvelle loi sur la fin de vie.

Cet avis n'a pas manqué de susciter de vives protestations. La Manif pour tous dénonce une « *décision qui n'est pas éthique, mais politique* ». La Conférence des évêques de France martèle son opposition à l'extension de la PMA, tandis que, à l'Assemblée nationale, LR et l'UDI ont fait savoir qu'ils voteront contre un texte qui reprendrait de telles préconisations. En revanche, les enquêtes d'opinion montrent qu'une majorité de Français soutient cette extension. La discussion parlementaire qui va s'ouvrir prochainement ne parviendra probablement pas à totalement désamorcer une polémique qui promet déjà de faire écho à celle de 2013, lors du vote de la loi sur le mariage homosexuel. Son rôle sera de faire le tri entre des principes légitimes et des préjugés infondés.

En attendant, les préconisations du CCNE ont le mérite d'aller dans le sens de l'évolution des mœurs et du droit de la santé, qui, inexorablement, tendent vers un meilleur équilibre entre la prise en compte de la liberté individuelle et des normes collectives héritées du passé. Le CCNE identifie clairement les risques de faire bouger les lignes sur ces sujets ultrasensibles, tout en proposant une série de garde-fous. C'est désormais au législateur de circonscrire les premiers et de fixer précisément les contours des seconds pour que l'éthique et la conscience ne se laissent pas déborder par les avancées scientifiques. ■

UNE DES COMÉDIES LES PLUS DRÔLES ET RÉJOUISSANTES DE LA RENTRÉE !
SUBTIL ET HILARANT ★★★★★ UN FILM QUI FAIT DU BIEN
UN GRAND RÔLE POUR DUJARDIN UN PETIT BIJOU D'HUMOUR ! ON SE RÉGALE !
LE MONDE LA CROIX DUEST FRANCE
20 MINUTES LE PARISIEN

FILM DE CLÔTURE FESTIVAL DE LOCARNO 2018
SÉLECTION OFFICIELLE FESTIVAL D'ANGOUÛLEME 2018

JEAN DUJARDIN YOLANDE MOREAU

“IL N'Y A PAS DE GRAND PAYS SANS GRANDS PATRONS”

I FEEL GOOD

UN FILM DE BENOÎT DELÉPINE ET GUSTAVE KERVERN

Télérama CINE+ arte ACTUELLEMENT MATCH Le Parisien AD VITAM